

La perception de la décentralisation par les élus locaux

Présentation du 26 juin 2012



Contacts TNS Sofres : Stratégies
d'opinion / Politique

Laure SALVAING /
Gwennaig MALPART



TNS Sofres



SOMMAIRE

1

**Les missions d'élus
et la démocratie territoriale**

2

Les moyens d'agir

3

Les liens avec les partenaires

FICHE TECHNIQUE



Cette enquête a permis de recueillir l'opinion de 17572 élus via le questionnaire en ligne et 1792 élus via le questionnaire papier, soit un total de **19364 élus**.

Echantillon d'élus ayant accepté volontairement de répondre à cette consultation.



Dates de la consultation:
du 20 décembre 2011 au 6 mars 2012

Préambule

✓ Un très grand nombre de questionnaires reçus...

19364

✓ ...bien répartis selon les différents échelons
(municipal / départemental / régional)

Structure de l'échantillon

	<i>Structure réelle de la population des élus locaux</i>	Echantillon de répondants
ECHELON DU MANDAT		
– Municipal	99	96
dont : – Maire	7	37
de communes de : – Moins de 1 000 hts	5	23
– De 1 000 à 3 499 hts	1	8
– De 3 500 à 19 999 hts	0,5	3
– De 20 000 à 99 999 hts	0,1	0,6
– De 100 000 hts ou plus	< 0,1	< 0,1
– Adjoint(e) au maire		26
– Autre conseiller(e) municipal(e)	92	11
– Départemental	1	7
dont : – Président(e) ou vice-président(e)	< 0,2	2
– Autre conseiller général	< 1	5
– Régional	< 0,5	4
dont : – Président(e) ou vice-président(e)	< 0,1	0,6
– Autre conseiller régional	< 0,5	3,4
SEXE		
– Homme	65	64
– Femme	35	34
ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE		
– En activité	80	43
– Retraité(e)	20	37

Préambule

- ✓ Un taux de réponses
 - correct aux questions de niveau 1 (70% à 80%)
 - plus faible pour les questions de niveau 2, plus techniques (20% à 30%)

Ont **davantage** répondu
aux questions de niveau 2 :

Membres de l'organe délibérant d'un EPCI
Elus départementaux et régionaux
Femmes
Élus en activité

Ont **moins** répondu aux
questions de niveau 2 :

Conseillers municipaux
Hommes
Élus retraités
Peu ou pas du tout satisfaits par l'exercice
de leur mandat

Principaux enseignements



Principaux enseignements

- 1** Les élus locaux déclarent une **grande satisfaction** dans l'exercice de leur mandat (70% d'entre eux estiment que celui-ci leur apporte « beaucoup » de satisfaction), et voient avant tout leur mandat comme un **engagement** civique (88%).

La situation législative et réglementaire actuelle (conditions de mise en œuvre de l'intercommunalité, de la décentralisation, modalités des différents scrutin) satisfait globalement les élus.

- 2** La création d'un **élu unique** pour le département et la région fait débat : 50% des élus locaux sont opposés à cette réforme.

Principaux enseignements

- 3 Pour autant, des **attentes fortes émergent**, et en particulier à l'égard de l'adoption d'un statut de l' élu rassemblant l'ensemble des droits et obligations déterminés par la loi (89% jugent sa mise en place « indispensable » ou « utile »)

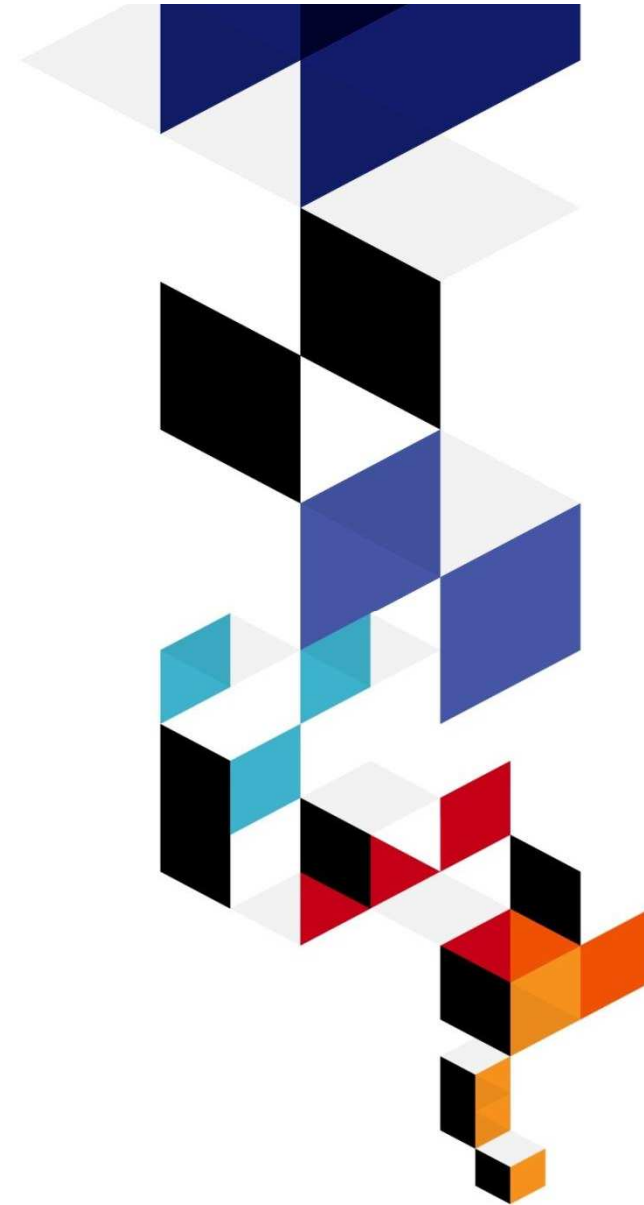
De la part de l'Etat, les élus attendent soutien, conseils et sécurité, mais aussi une meilleure prise en compte de leur pouvoir de décision et d'adaptation aux spécificités de leur territoire.

Principaux enseignements

- Plus précisément, ils attendent davantage de concertation et de coordination, autant entre l'Etat et les collectivités qu'entre les collectivités elles-mêmes.
- Ils sont également en attente d'un allègement de certaines contraintes législatives et réglementaires, en particulier en matière d'urbanisme et de marchés publics.
- Dans les domaines les plus techniques (urbanisme, ingénierie), les élus aimeraient davantage pouvoir compter sur l'intercommunalité pour mutualiser des moyens.
- Les ressources humaines sont également un domaine de préoccupation important, et notamment en termes de formation et de mutualisation des services et emplois
- Le principe de l'expérimentation locale est plébiscité : une large majorité d'élus approuve l'idée de tester les réformes relatives aux collectivités territoriales avant de les généraliser.
- Les élus d'outre-mer sont, pour leur part, demandeurs d'une plus grande adaptation des contraintes à leurs réalités locales

1

Les missions d'élu et la démocratie territoriale



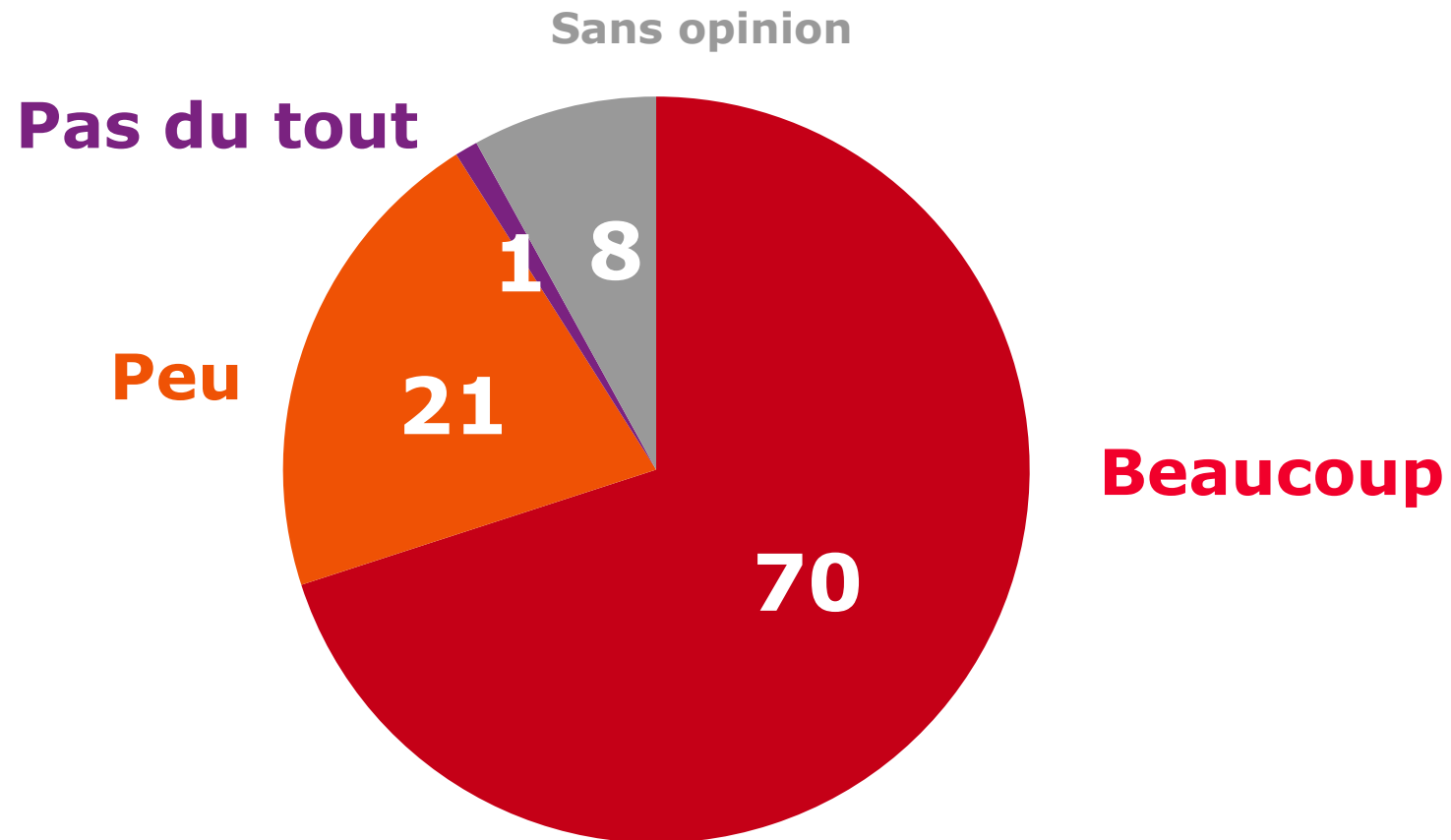
1.1

Le mandat local



Une très forte satisfaction liée à l'exercice du mandat

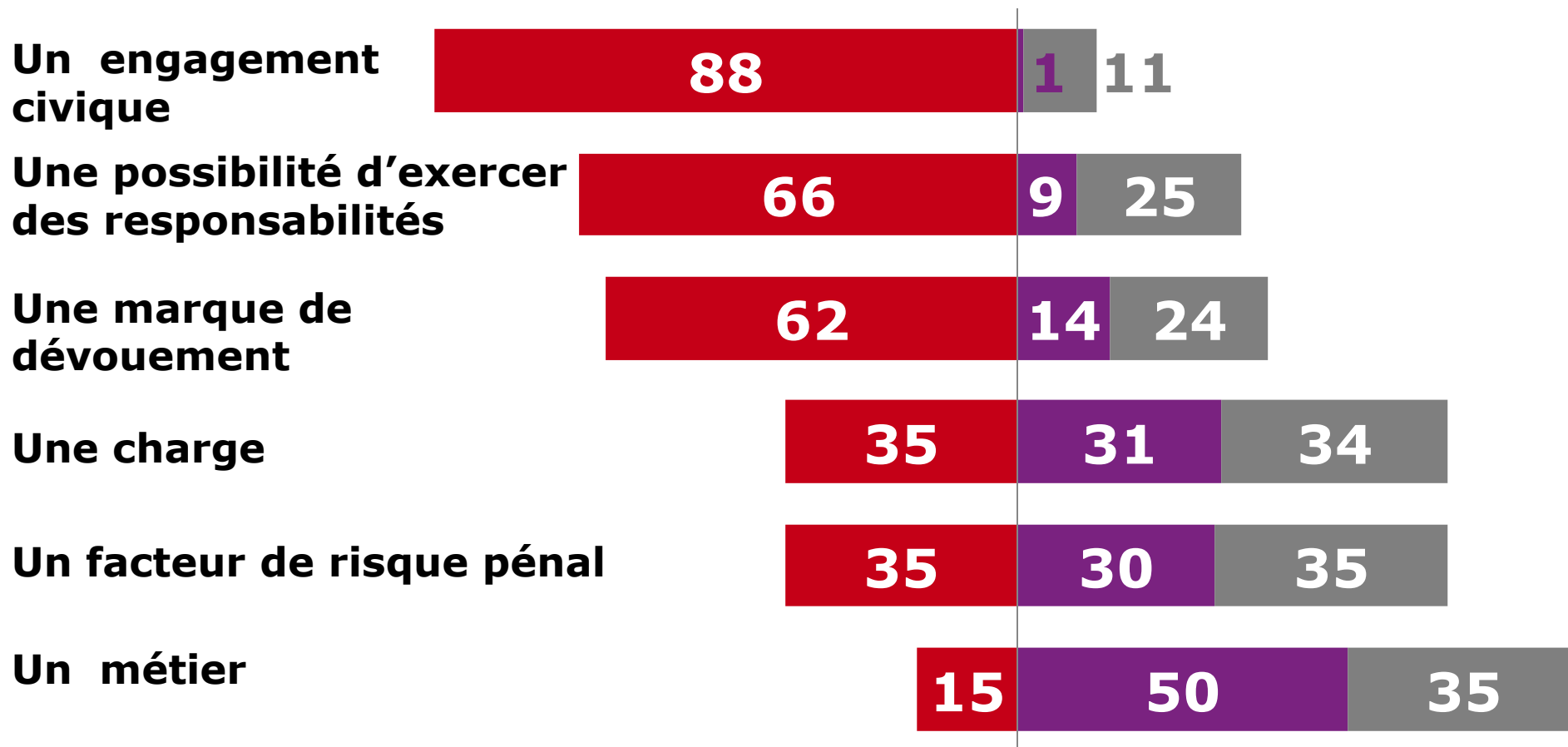
L'exercice de votre mandat vous apporte-t-il beaucoup, peu ou pas du tout de satisfaction:



Le mandat: un engagement civique avant tout

Considérez-vous votre mandat comme:

Oui **Non** **Sans opinion**



L'attente de contraintes réglementaires atténuées

Pour faciliter l'exercice de votre mandat, vous auriez besoin de:

Oui Non Sans opinion

Moins de contraintes réglementaires

78% des maires de com. de - de 3500 hbts.

68

70% des maires de com. de + de 3500 hts

12

20

Plus de conseils techniques de proximité

69% des maires de com de - de 3500 hts

67

12

21

44% des maires de com. de + de 3500 hts

Plus d'autonomie financière

59

17

24

Plus de formation

53

21

26

Un statut plus protecteur

53

21

26

Une pause dans les réformes

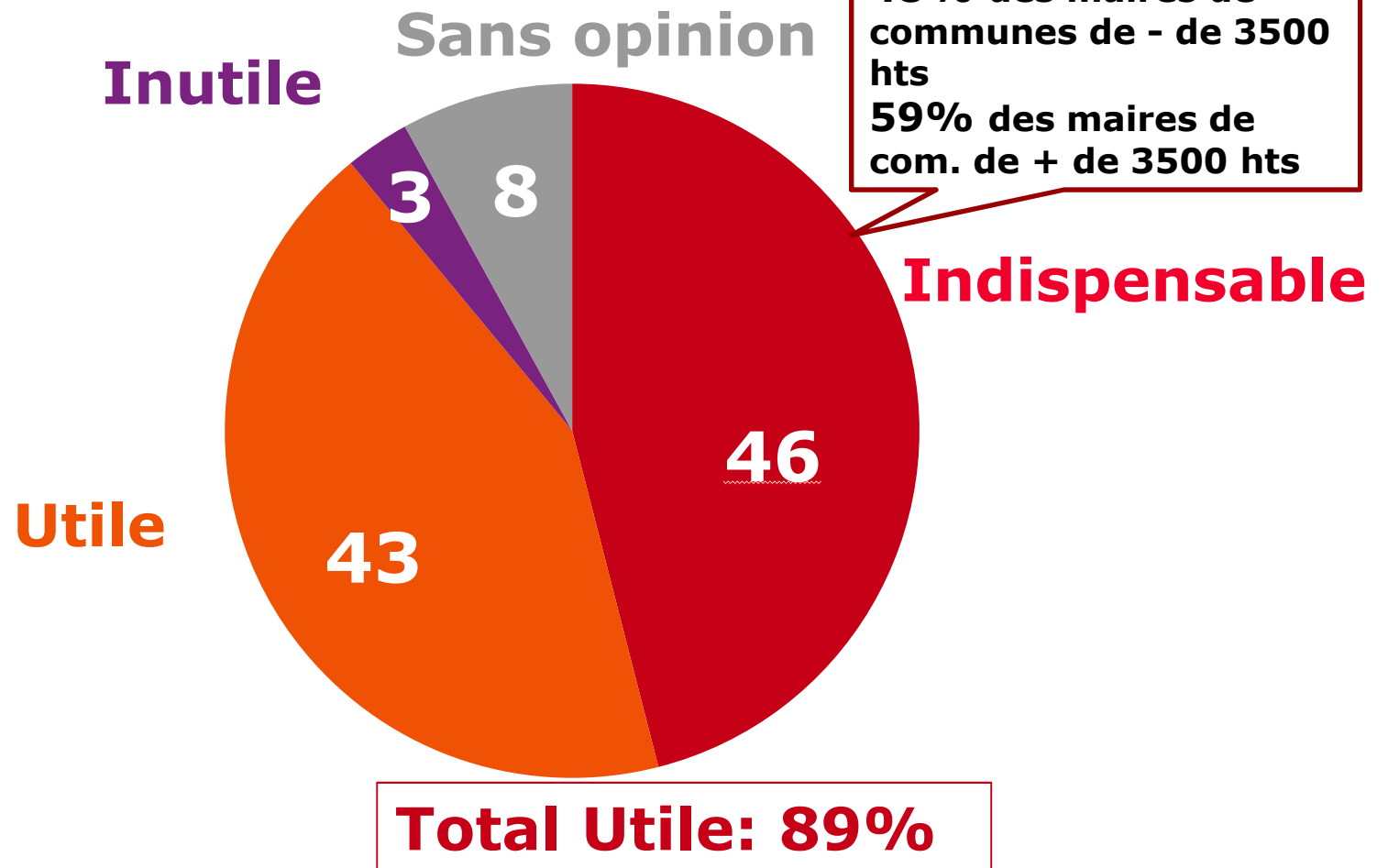
50

25

25

L'attente forte d'un statut d' élu

L'adoption d'un statut d' élu, rassemblant l'ensemble des droits et obligations déterminés par la loi, vous paraît-elle:



1.2

La démocratie locale



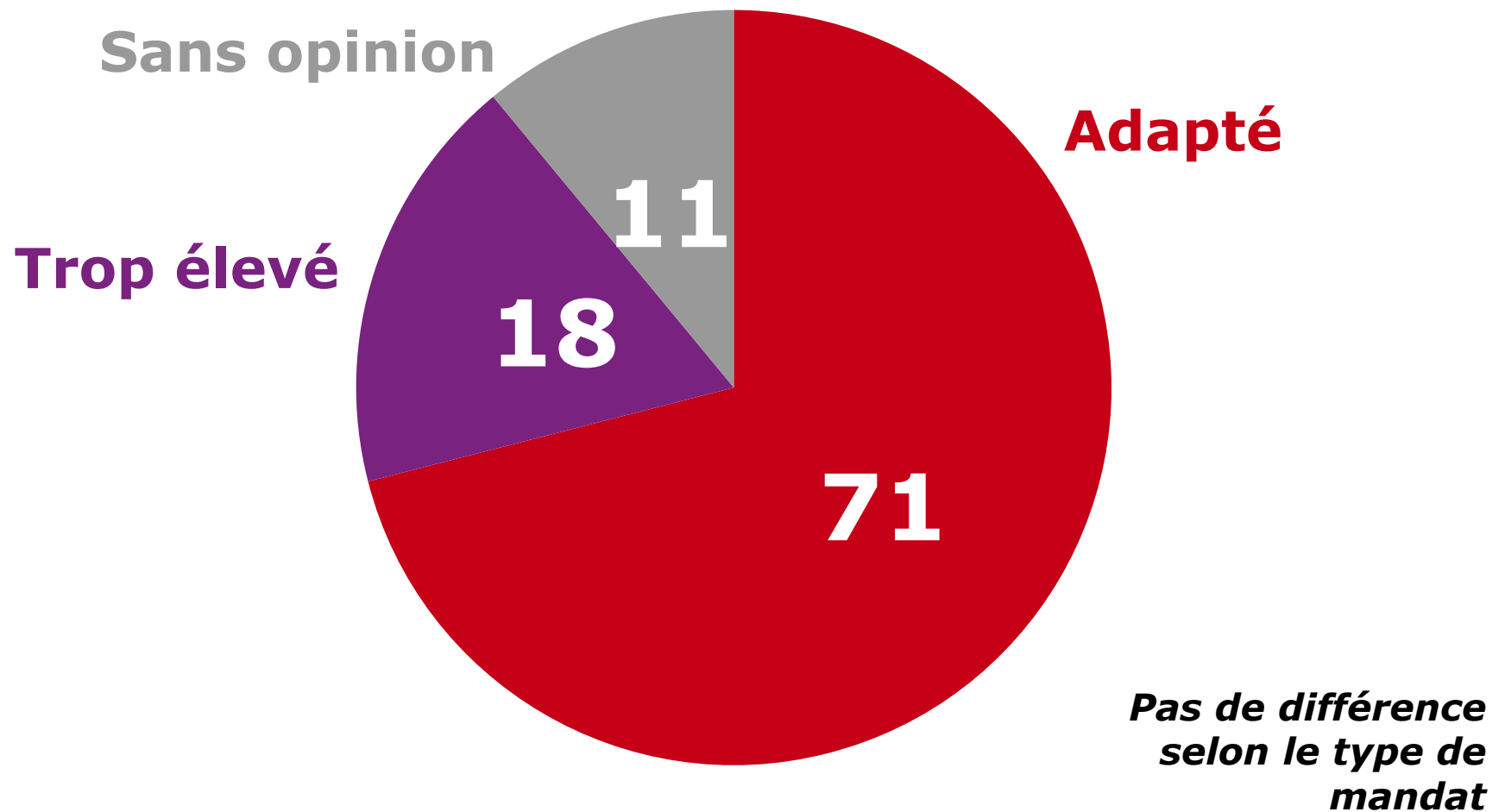
La perception de la décentralisation par les élus locaux

©TNS 2012



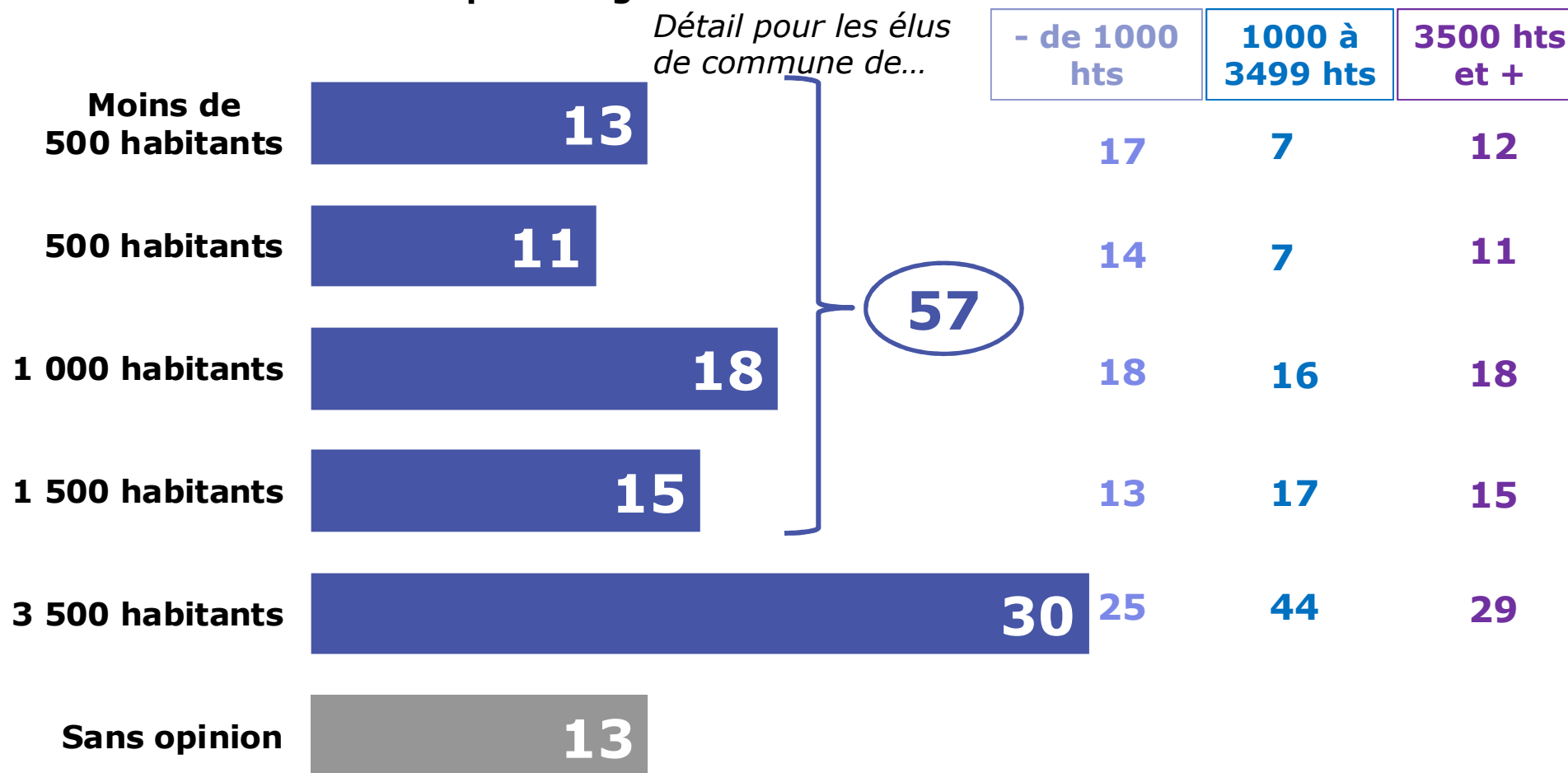
Un nombre adapté de conseillers dans les conseils municipaux...

Le nombre de conseillers dans les conseils municipaux actuellement élus au scrutin majoritaire vous semble:



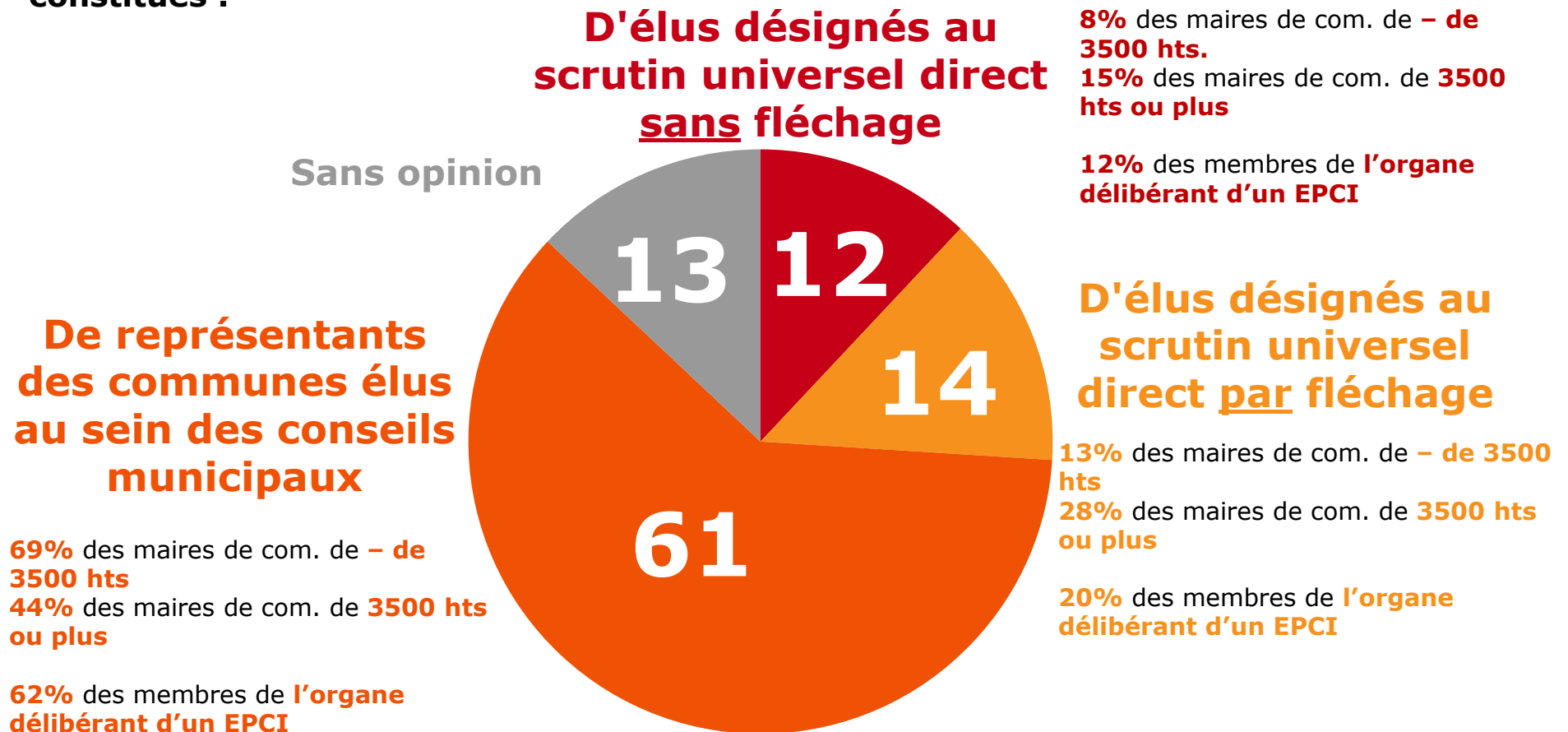
...mais une majorité d'élus favorable à un abaissement du seuil de 3500 habitants pour le scrutin de liste sans panachage

À partir de quel seuil les conseillers municipaux devraient-ils, selon vous, être élus au scrutin de liste sans panachage :



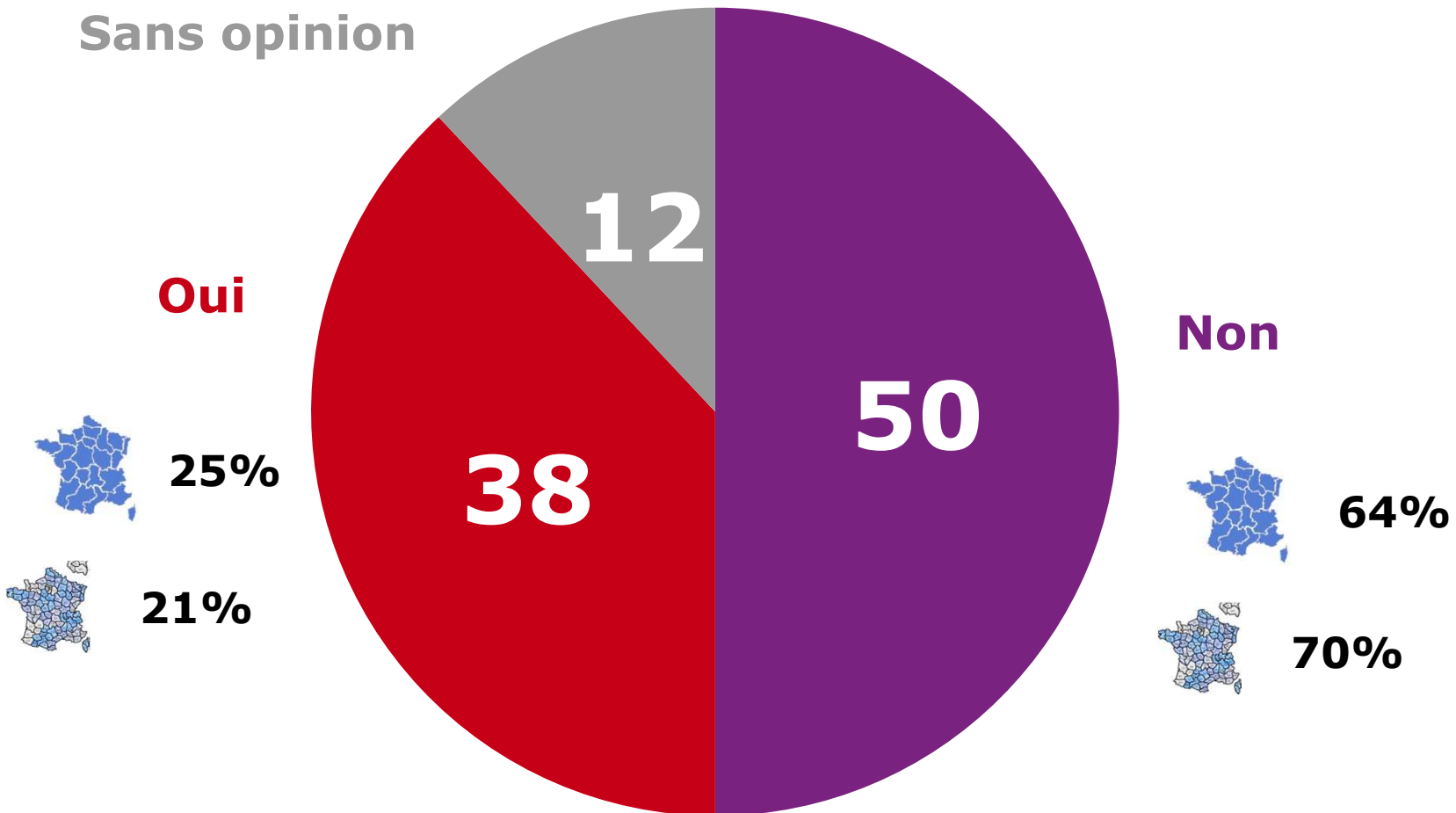
Un élu sur quatre se prononce en faveur de l'élection au suffrage universel direct des membres des EPCI

Les établissements publics de coopération intercommunale doivent-ils être constitués :



Une perception partagée de l' élu unique pour les conseillers régionaux et les conseillers généraux

Faut-il un élu unique pour les conseils régionaux et les conseils généraux?



1.3

Les missions des collectivités territoriales



Des avis partagés sur le mode de répartition des compétences

Comment répartir les compétences entre les collectivités territoriales :



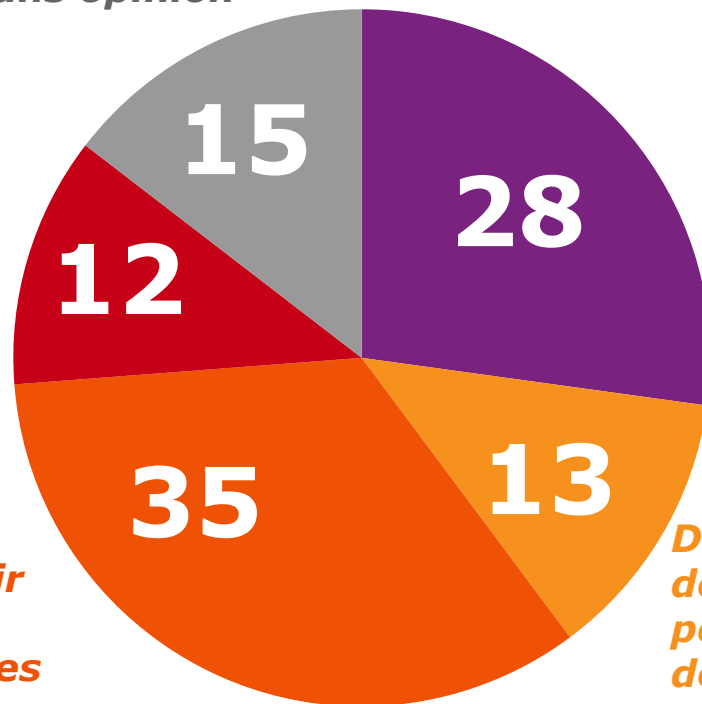
14%

16%

Il faut surtout s'en remettre à des accords entre collectivités pour la détermination du ou des niveaux responsables de chaque compétence

La commune doit pouvoir intervenir sur tout sujet d'intérêt communal et des blocs de compétences doivent être déterminés pour le département et pour la région

Sans opinion



La commune doit pouvoir intervenir sur tout sujet présentant un intérêt communal ; le département doit pouvoir intervenir sur tout sujet présentant un intérêt départemental ; la région doit pouvoir intervenir sur tout sujet présentant un intérêt régional

Des blocs de compétences doivent être déterminés pour la commune, le département et la région



20%

21%

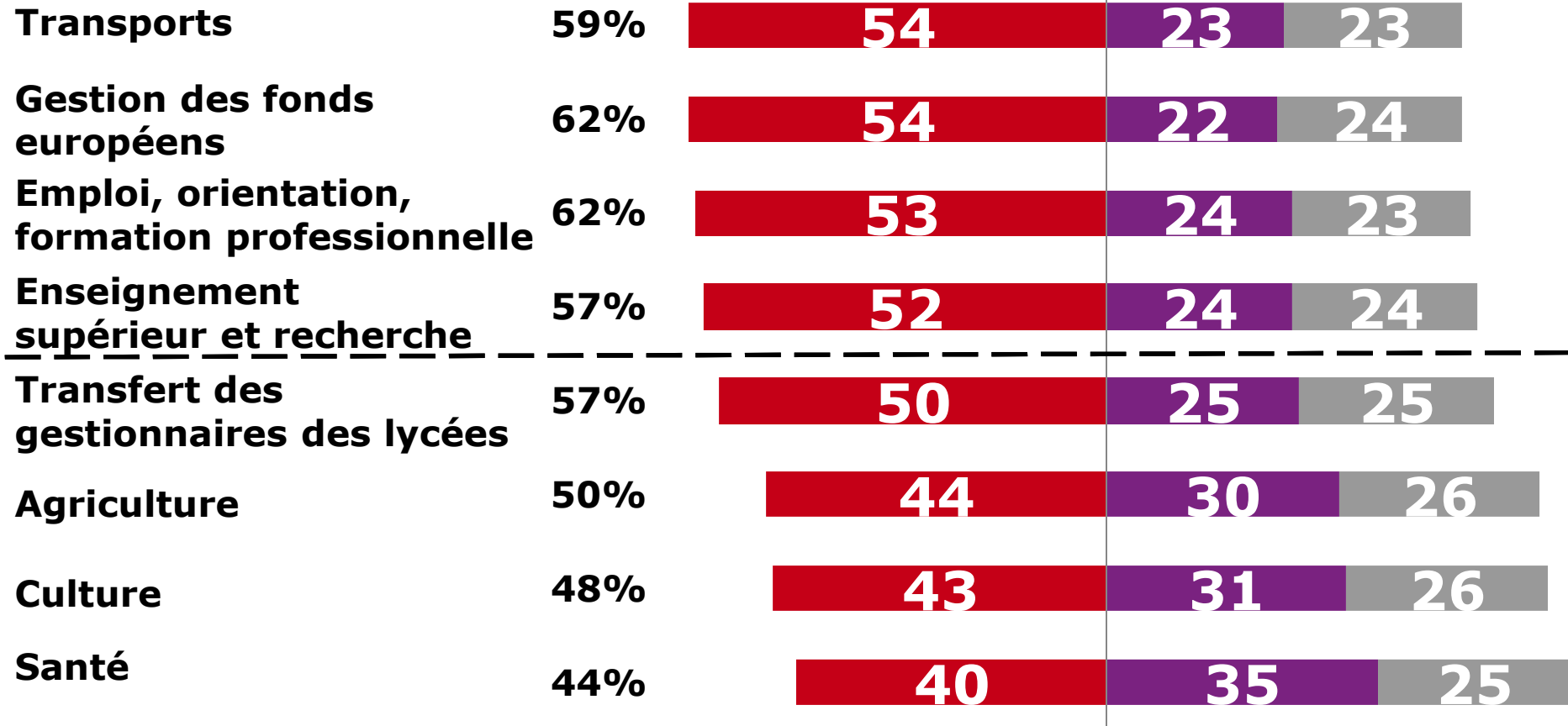
Pas de différences auprès des maires

Le transfert de nouvelles compétences à la région

Pensez-vous que de nouvelles compétences doivent être transférées à la région en matière de:



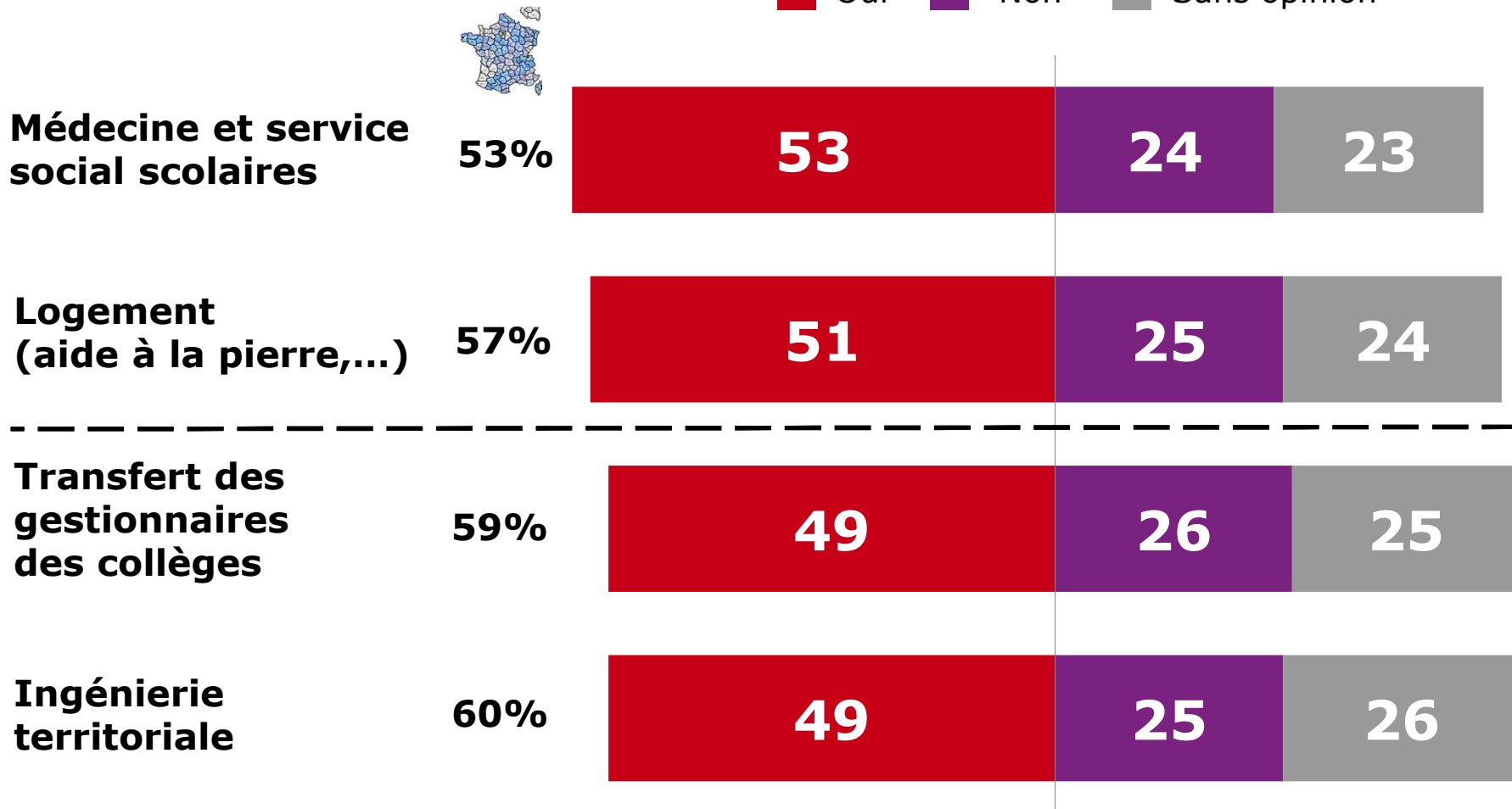
■ Oui ■ Non ■ Sans opinion



Le transfert de nouvelles compétences au département

Pensez-vous que de nouvelles compétences doivent être transférées au département en matière de:

Oui **Non** **Sans opinion**



2

Les moyens d'agir



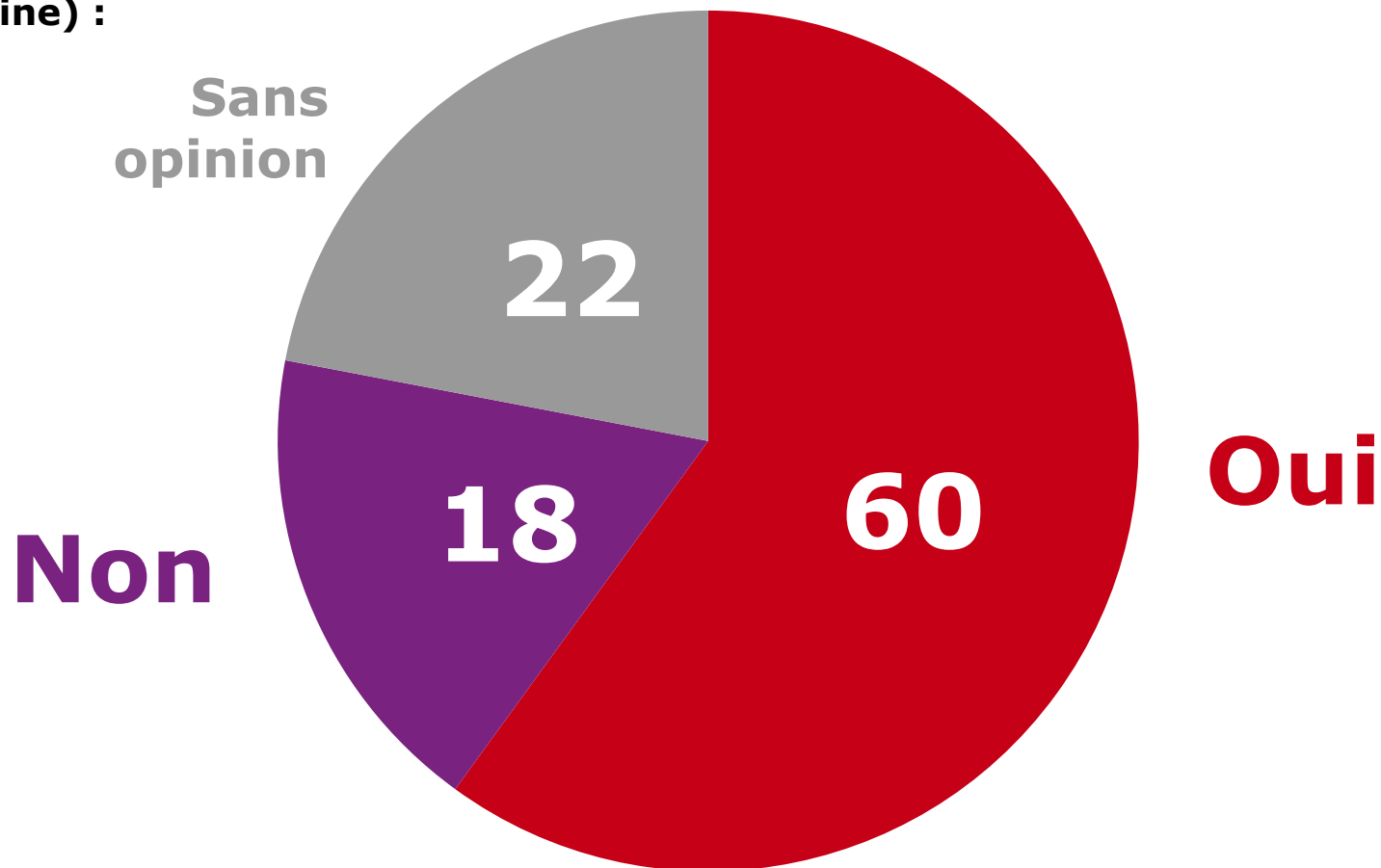
2.1

Les ressources financières



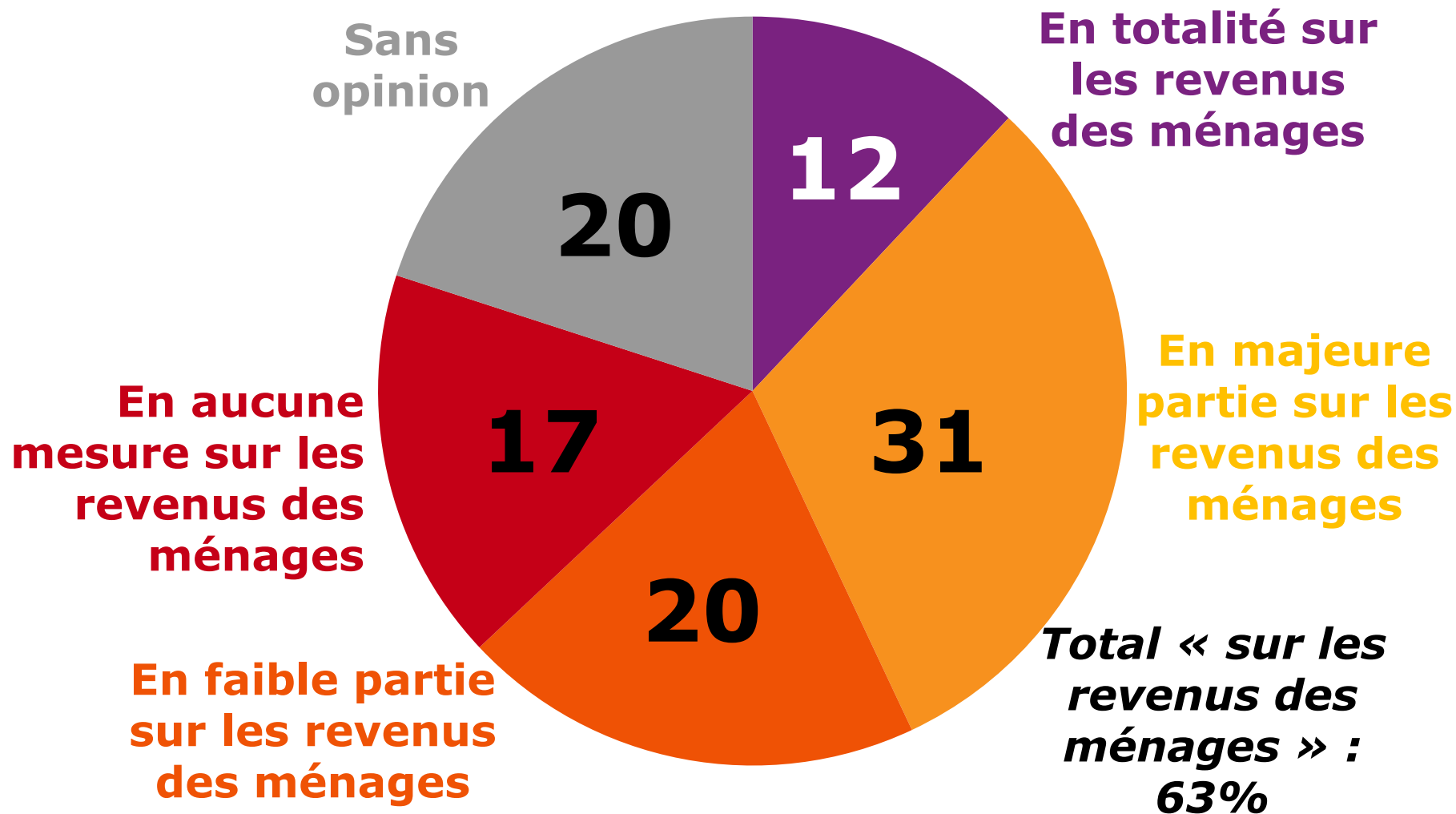
Des élus favorables à une combinaison d'impôts pour chaque niveau de collectivité

Êtes-vous favorable à ce que chaque niveau de collectivité bénéficie d'une combinaison d'impôts (imposition sur les ménages, sur les entreprises, sur le patrimoine) :



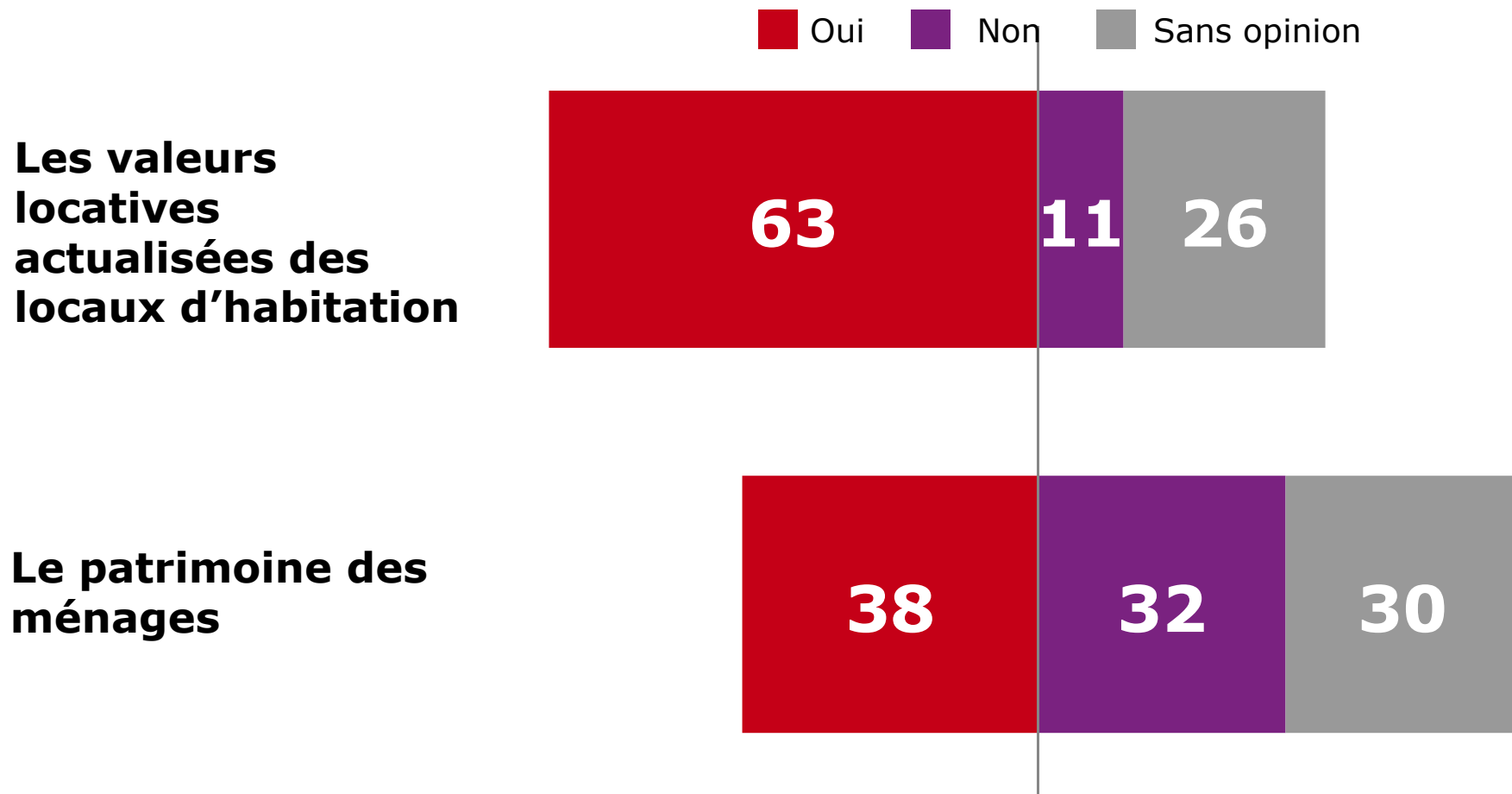
Le revenu des ménages : élément indispensable à prendre en compte dans le mode de calcul de la taxe d'habitation

Pensez-vous que l'assiette de la taxe d'habitation devrait être calculée :



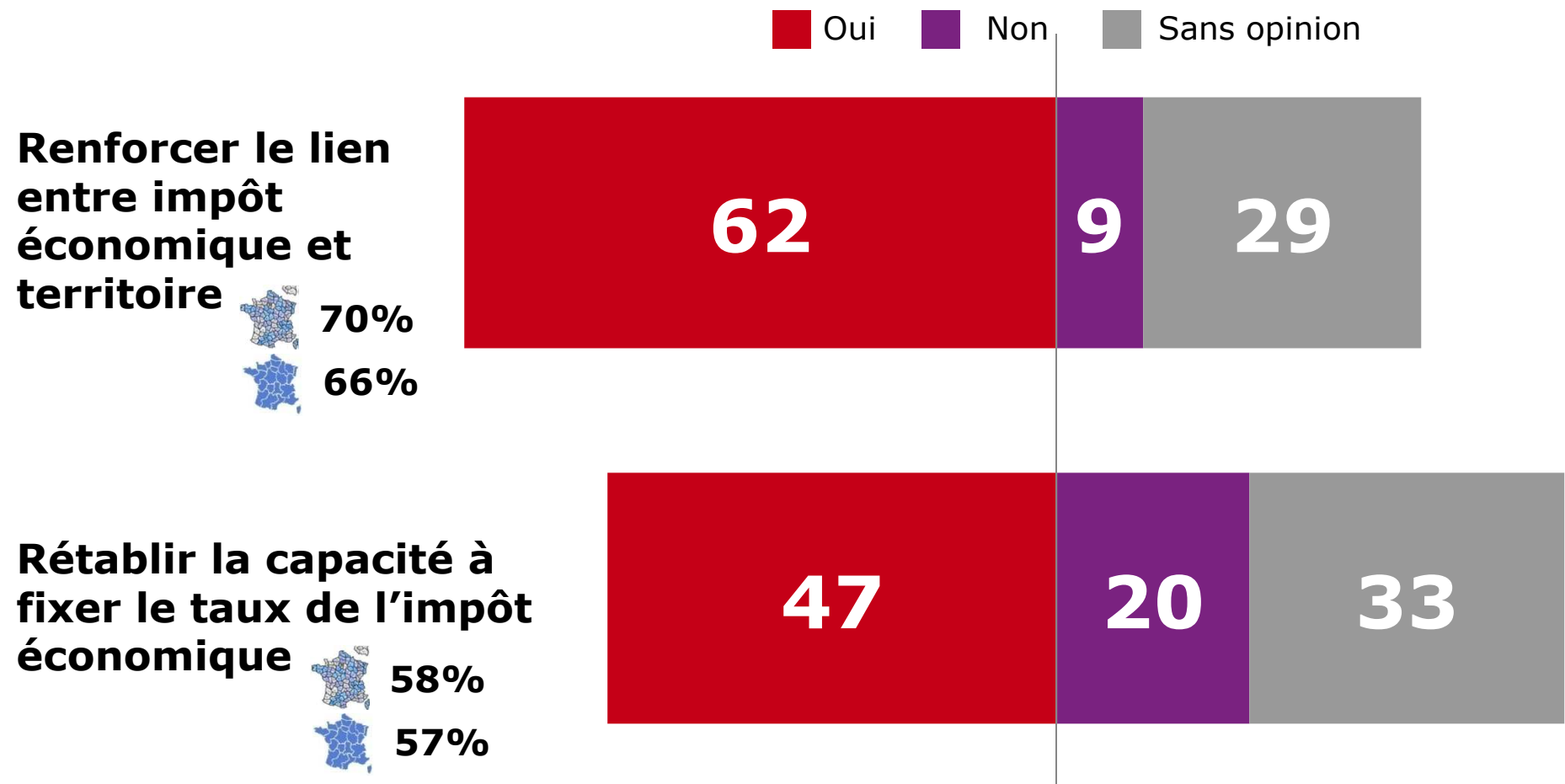
Autres éléments à prendre en compte dans le calcul de la taxe d'habitation

Quels sont, le cas échéant, les éléments autres que les revenus qui pourraient être retenus dans le calcul de la taxe d'habitation :



La demande d'un renforcement du lien entre impôt économique et territoire

**La suppression de la taxe professionnelle a privé les élus de leviers d'action.
Pensez-vous utile de :**



2.2

Les ressources humaines



Formation et mutualisation: les principales préoccupations en matière de ressources humaines

Voici un certain nombre de préoccupations citées par les agents des collectivités territoriales. Pour chacune, dites si vous les partagez:

Oui **Non** **Sans opinion**

La formation



La mutualisation de services et des emplois entre plusieurs collectivités



La mobilité entre les fonctions publiques



L'existence de situations juridiques différentes pour des personnes exerçant les mêmes fonctions

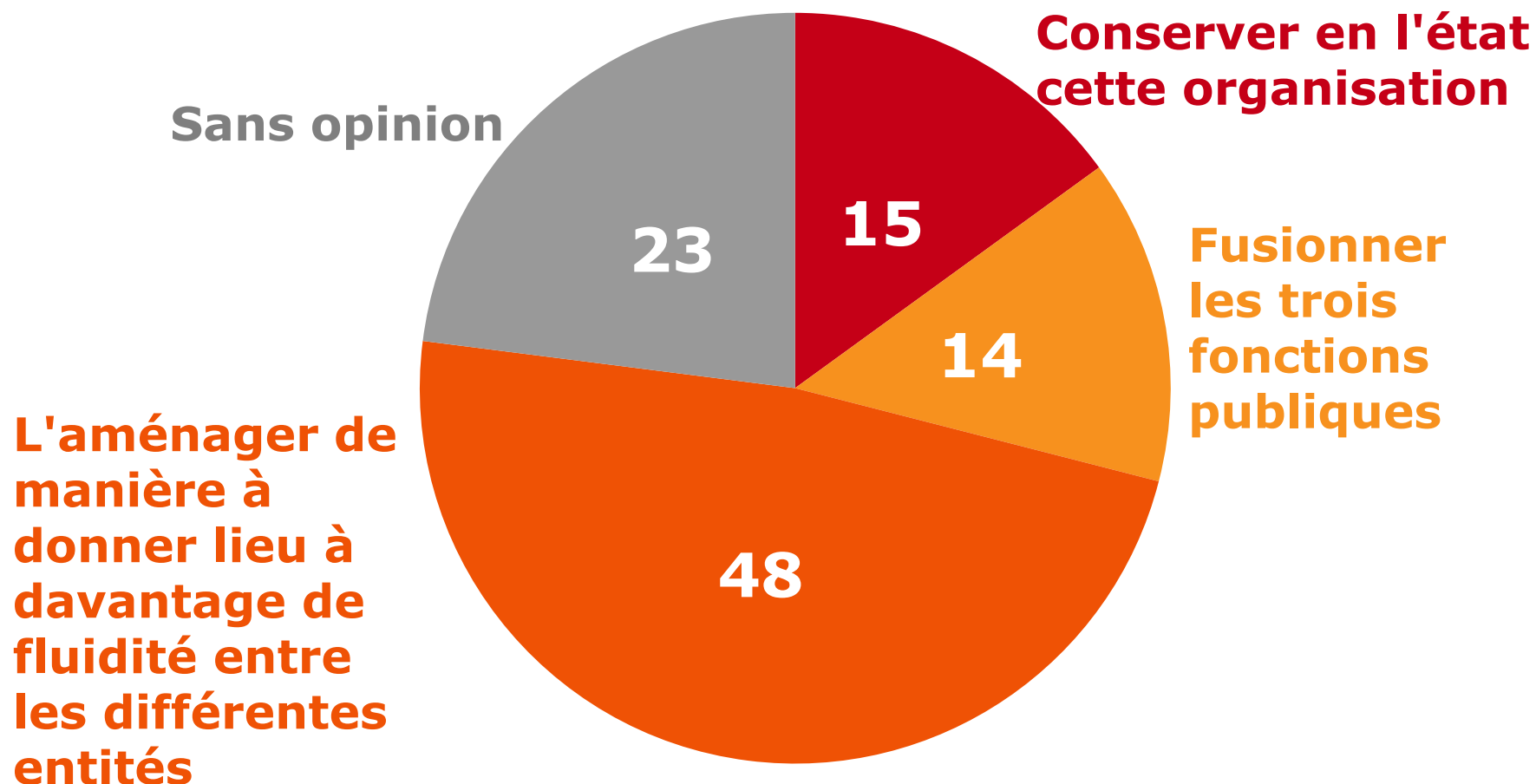


La proportion de contractuels et non-titulaires



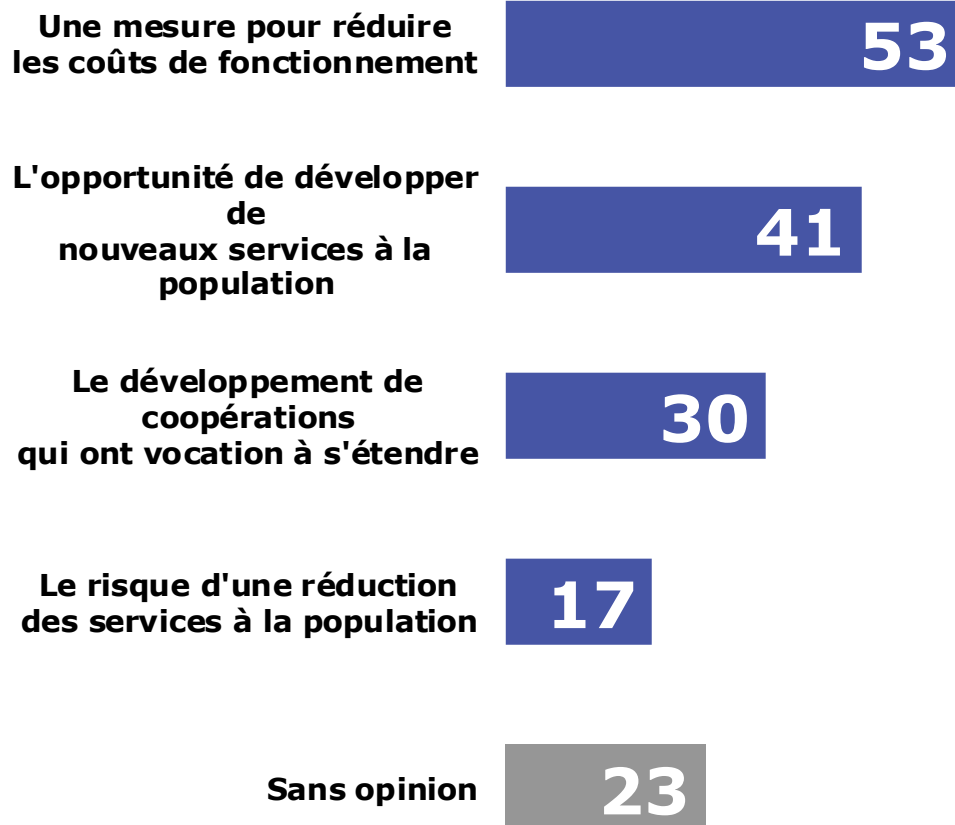
Une attente de fluidité dans l'organisation de la fonction publique

La fonction publique en France est répartie en trois entités (fonctions publiques de l'État, territoriale et hospitalière). Faut-il :

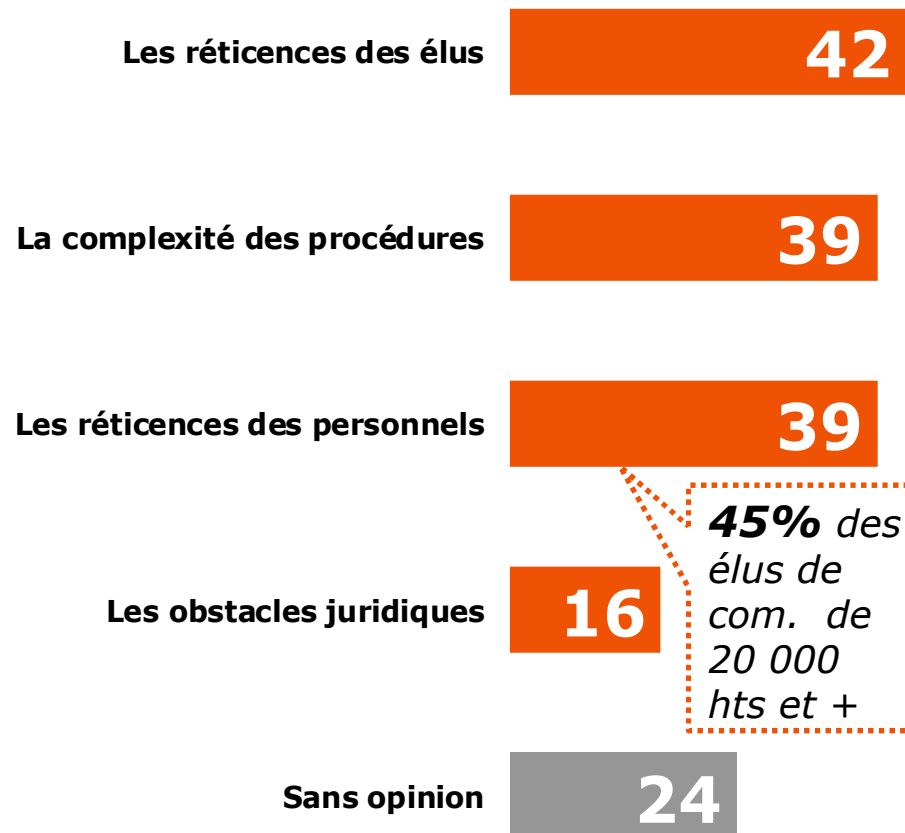


La mutualisation des moyens en personnels entre communes et EPCI et ses freins

La mutualisation des moyens en personnels entre communes et EPCI représente-t-elle pour vous :



Quels sont, selon vous, les principaux freins à cette mutualisation :



3

Les liens avec les partenaires



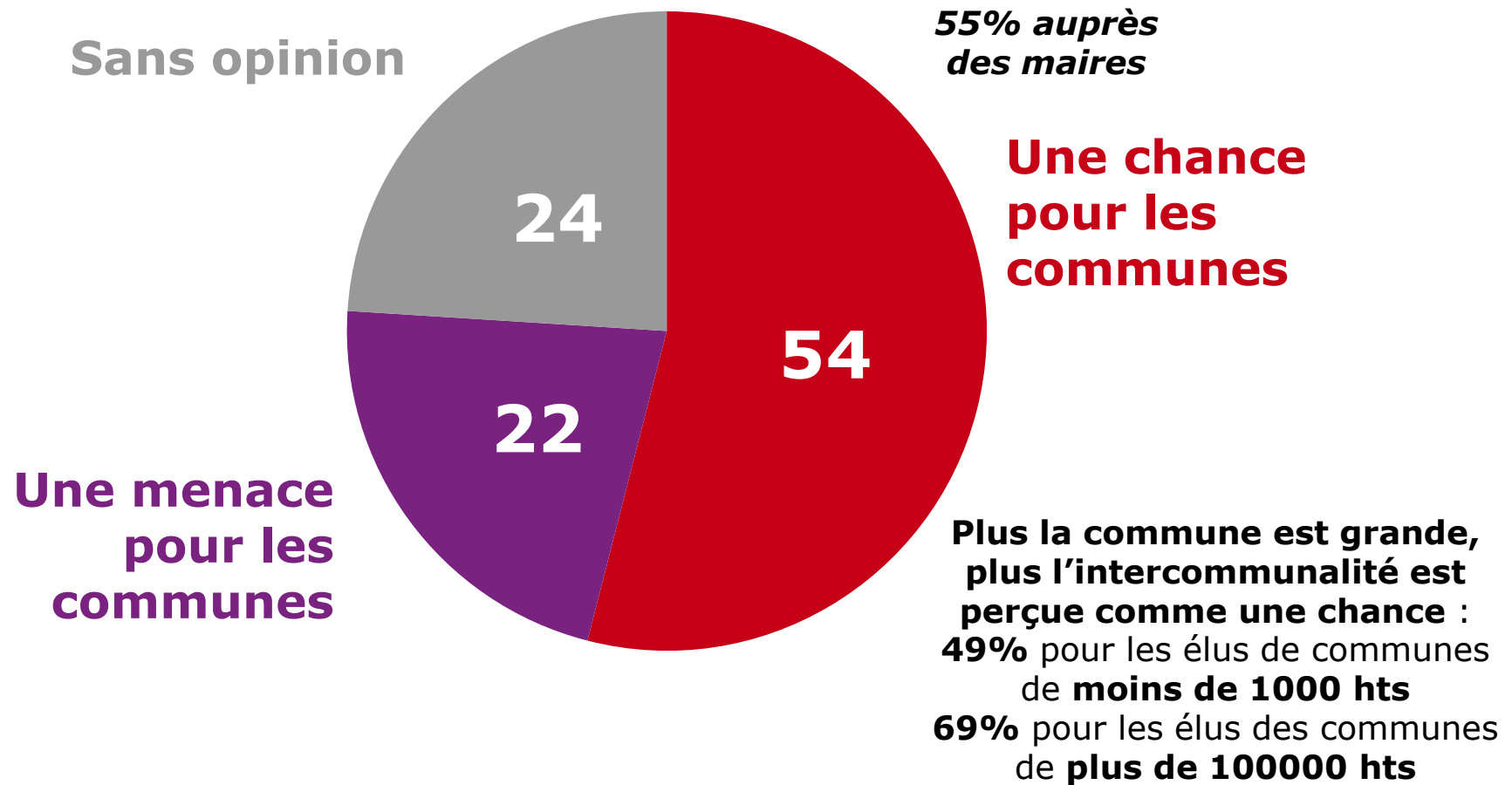
3.1

L'intercommunalité



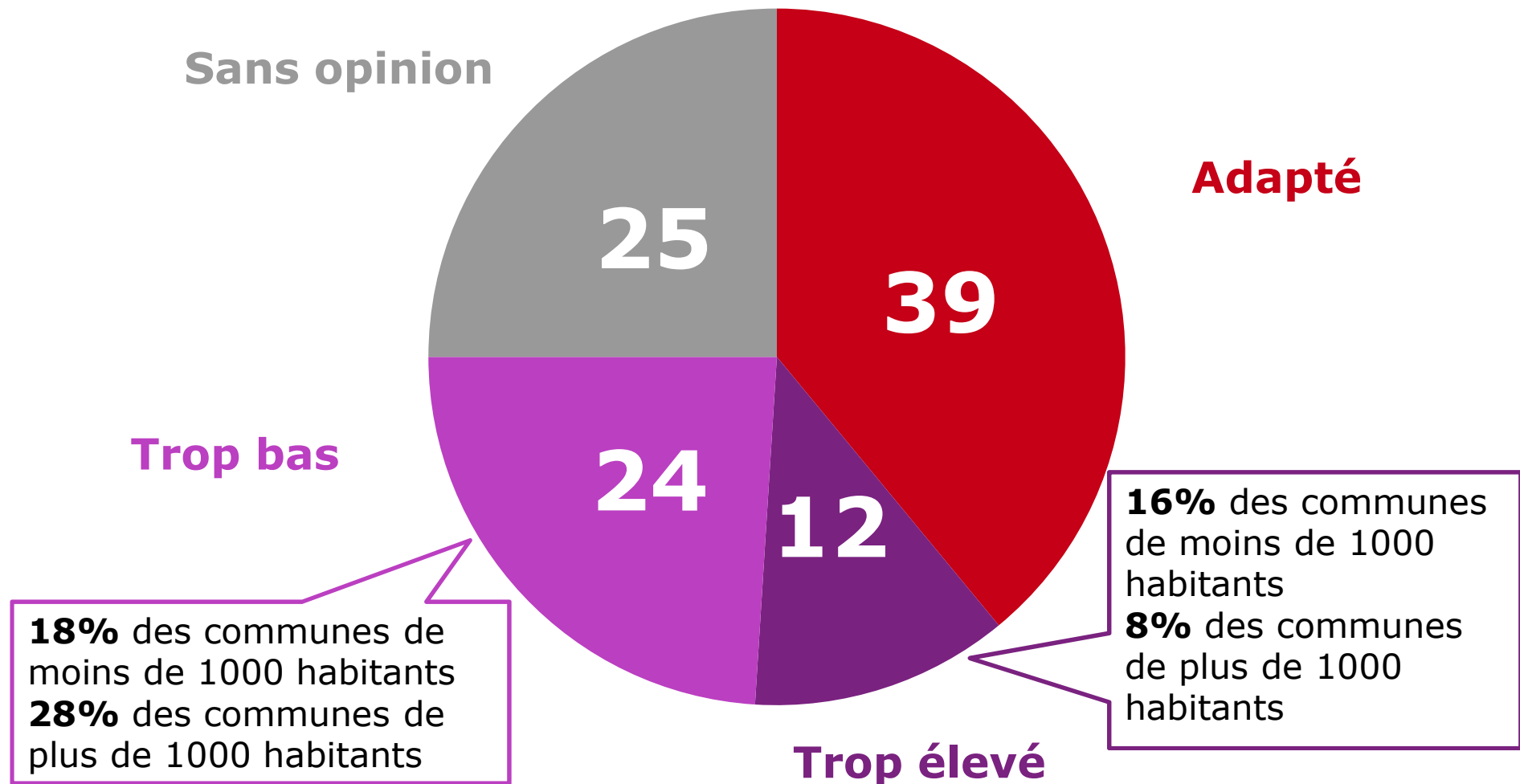
L'intercommunalité: une chance pour les communes

Le développement de l'intercommunalité vous semble-t-il constituer :



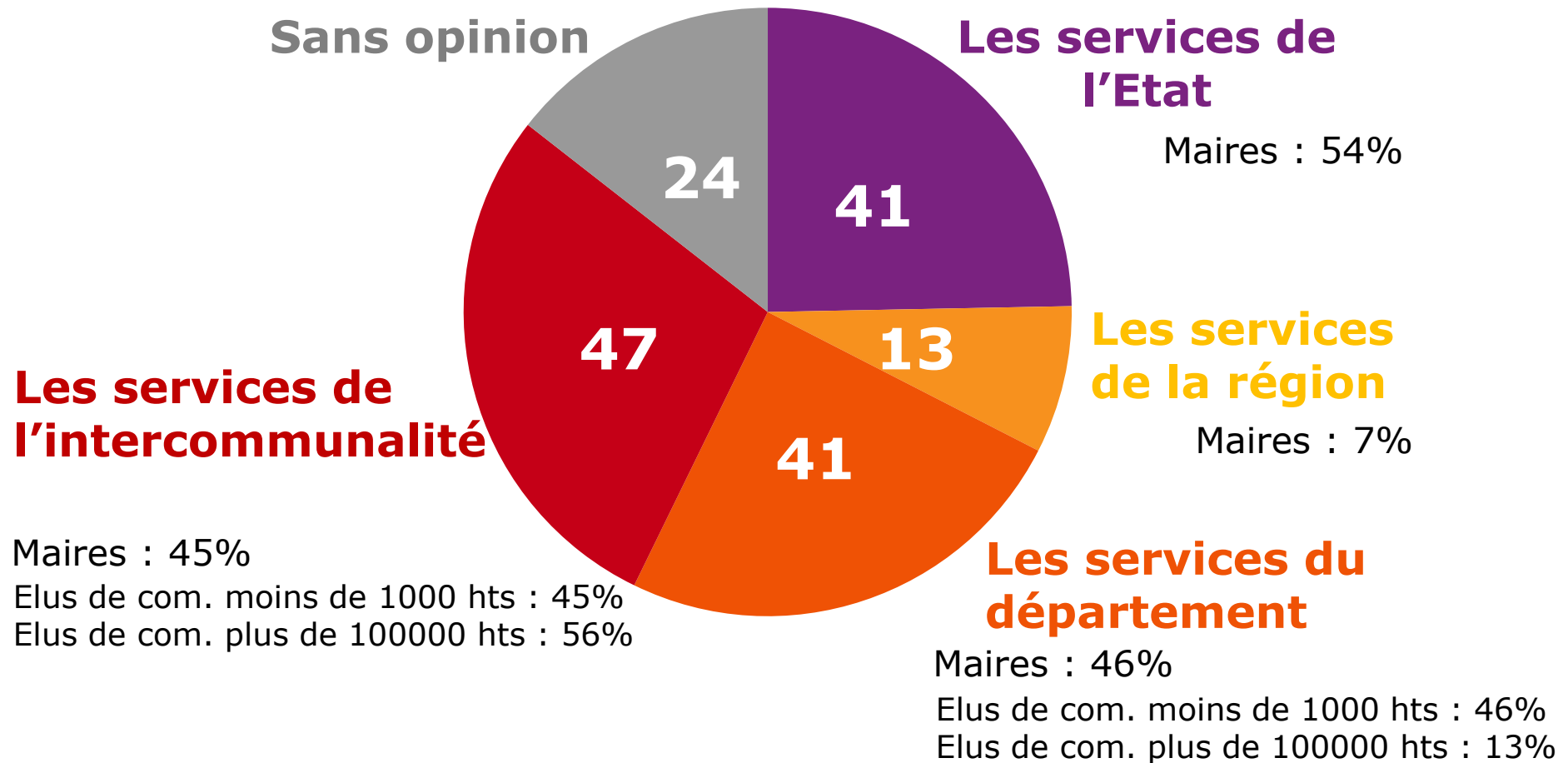
Le seuil de 5000 habitants pour la création d'un EPCI: une perception peu tranchée

Le principe d'un seuil de 5 000 habitants pour la création d'un EPCI vous semble-t-il :



Proximité pour le conseil aux communes

Quels sont les services qui, selon vous, doivent être prioritairement impliqués dans le conseil aux communes :



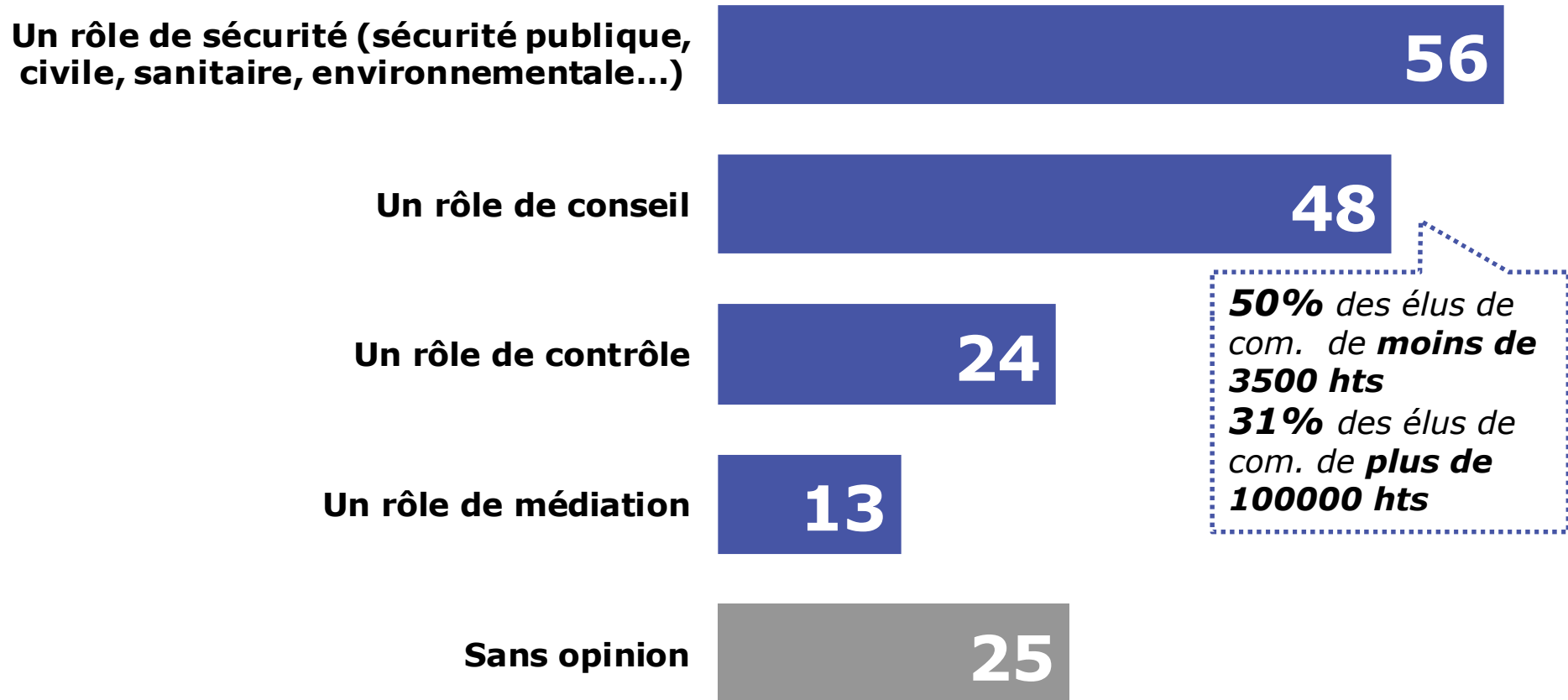
3.2

Les relations avec l'Etat



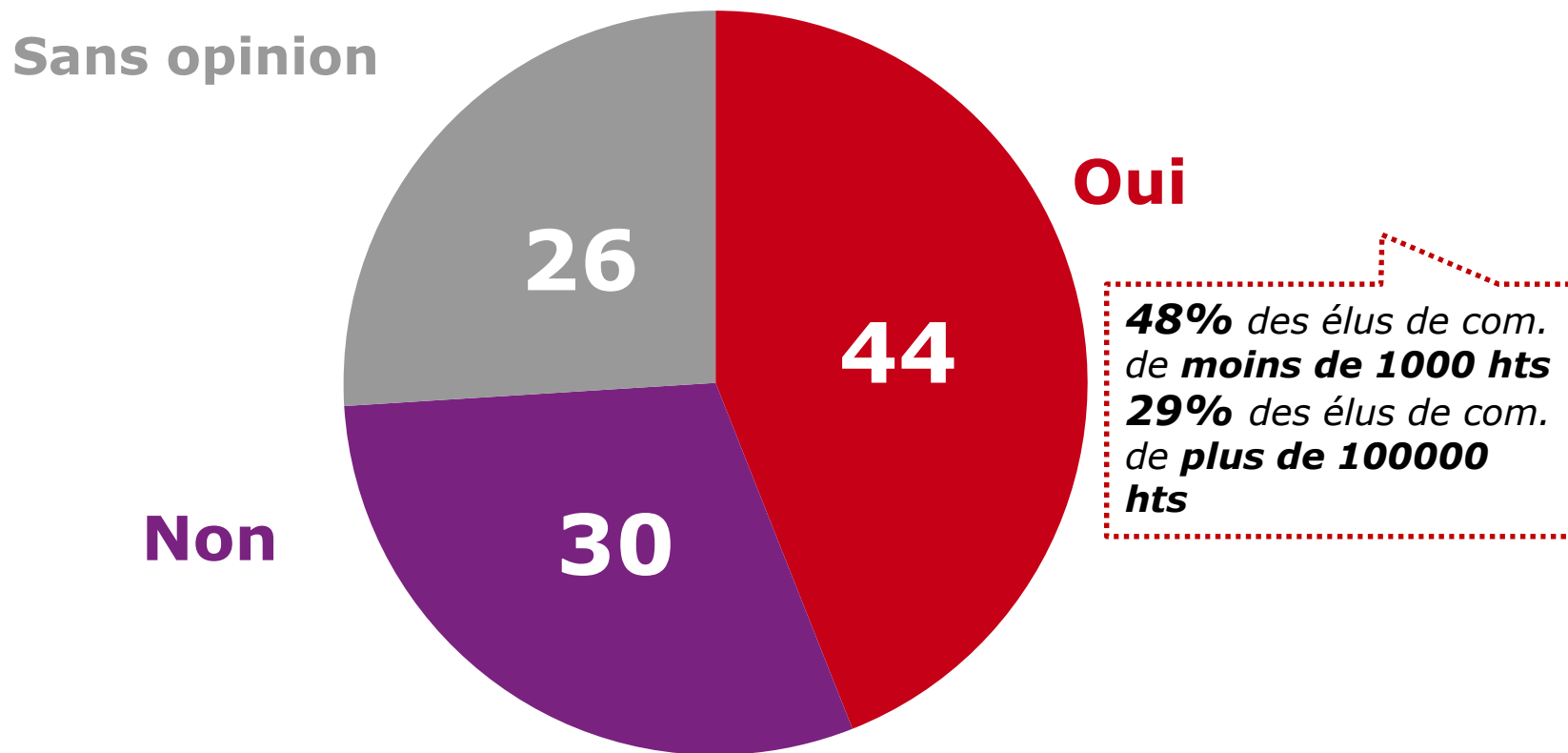
Sécurité et conseil: les principales attentes à l'égard de l'Etat

Quels rôles estimez-vous que l'État doit d'abord jouer à l'égard des collectivités territoriales :



La nécessité du maintien d'un représentant de l'Etat dans chaque arrondissement

Jugez-vous nécessaire le maintien d'une représentation de l'État (sous-préfet) dans chaque arrondissement :



Une attente modérée de concertation

Selon vous, serait-il utile de mettre en place....

■ Oui ■ Non ■ Sans opinion

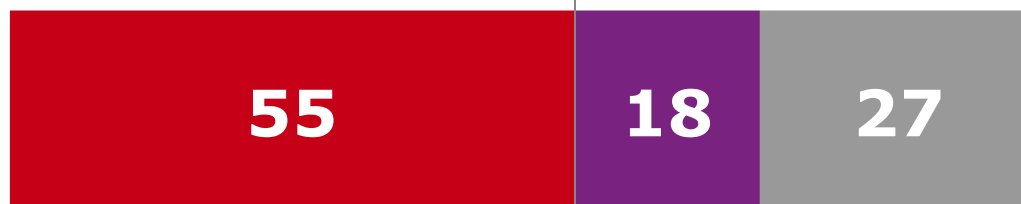
...au niveau national,
une instance officielle et
permanente de concertation
entre l'Etat et les collectivités
territoriale.



...au niveau régional
une structure de
concertation entre l'Etat
(préfet) et les collectivités
territoriales?

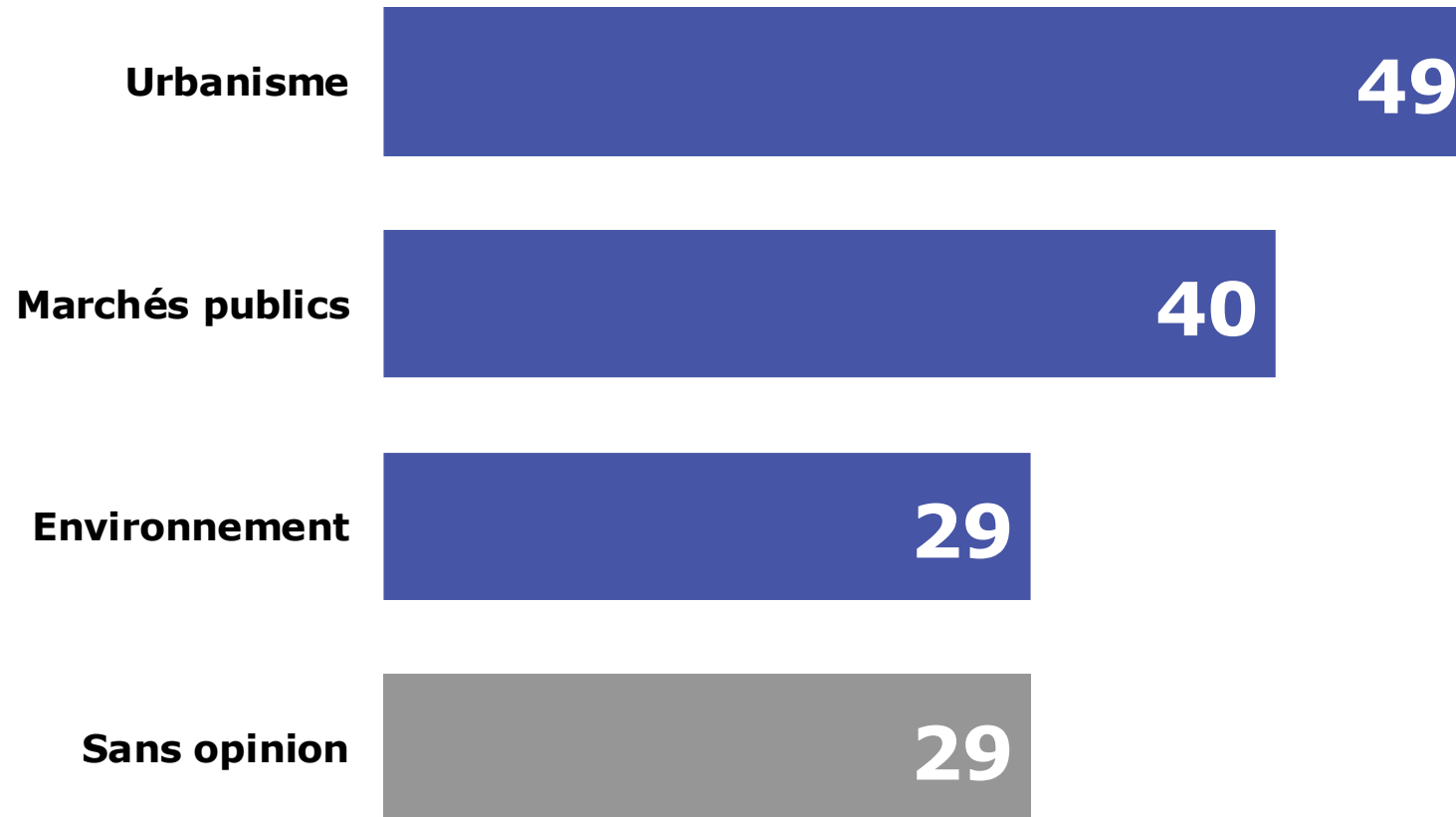


**... au niveau
départemental**



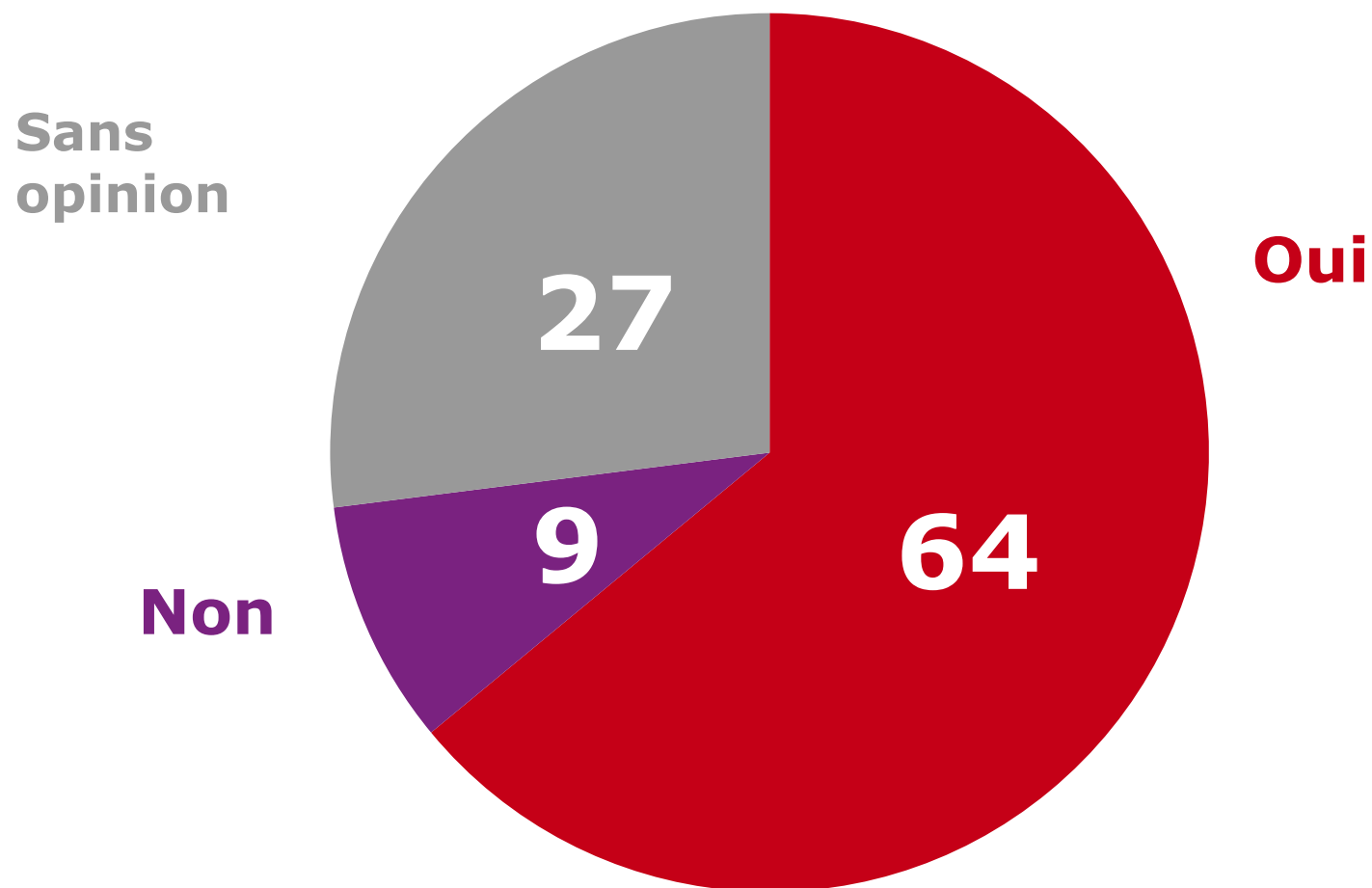
Un allègement des contraintes législatives et réglementaires notamment en matière d'urbanisme

Quels sont les domaines dans lesquels un allègement des contraintes législatives et réglementaires sur les collectivités territoriales vous semble le plus souhaitable :



Une attente forte d'expérimentation locale

Seriez-vous favorable à un recours accru à l'expérimentation locale avant l'éventuelle généralisation de réformes relatives aux collectivités territoriales :



MERCI DE VOTRE ATTENTION



La perception de la décentralisation par les élus locaux

©TNS 2012



46